Contribution de Nosrat Iran pour le webinaire du Front uni anti-impérialiste et antifasciste du 24 juillet 2022 :

Chers camarades, je vous remercie,

J'ai le plaisir de vous transmettre tout d'abord les salutations très chaleureuses et solidaires du Parti communiste iranien et de nous souhaiter une rencontre fructueuse.

Le temps dont je dispose étant limité, je ne mentionnerai que quelques points mineurs :

1 - Il ne fait aucun doute que le voyage de Biden au Moyen-Orient fait suite aux efforts entrepris depuis la fin de l'ère Trump et après le retrait de l'Amérique de l'accord sur le nucléaire (traité nucléaire).

On se souvient que dans l'un de ses premiers discours après son entrée à la Maison Blanche, Biden a annoncé que "l'Amérique est de retour pour diriger le monde" et que l'Amérique cherche donc à revenir à l'ère de l'hégémonie américaine dans tous les domaines. Mais la réalité du monde a rendu ce retour impossible :

Le monde bipolaire et le monde unipolaire n'existaient plus depuis longtemps. Nous sommes désormais confrontés à plusieurs pôles à l'échelle mondiale et régionale.

Après la défaite en Afghanistan et le retrait d'une grande partie de ses forces armées d'Irak, l'Amérique a annoncé vouloir faire avancer ses intérêts au Moyen-Orient par le biais de ses alliés - c'est dans cette direction que se sont accélérées les relations d'Israël avec les États arabes, notamment depuis l'année dernière. Le début de ce projet a été la signature du traité d'"Abraham" (Abraham est un prophète en qui croient à la fois les juifs et les musulmans), y compris Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Soudan, l'Égypte, la Jordanie et Israël. Lors de son voyage au Moyen-Orient, Biden a tenté d'améliorer les relations entre Israël et l'Arabie saoudite. La réunion avec le Conseil de coopération du Golfe et la présence à cette réunion du Premier ministre irakien, qui n'est pas membre du Conseil de coopération, ainsi que la proposition du gouvernement jordanien de créer une "OTAN régionale" sont un autre élément de la création d'une large coalition contre la République islamique d'Iran.

Les États-Unis d'Amérique tentent depuis des années d'aligner le régime de la République islamique sur sa politique dans la région par le biais de pressions et de sanctions régionales. Malgré cela, nous savons qu'il n'y a pas d'alignement entre les pays de la région. Par exemple, le Qatar entretient des relations étroites avec l'Iran et les représentants des États-Unis et de l'Iran ont négocié l'accord nucléaire au moins deux fois à Doha, la capitale du Qatar. Parallèlement, l'année dernière, les représentants de l'Iran et de l'Arabie saoudite se sont rencontrés trois fois en Irak, avec la médiation du gouvernement irakien. La visite simultanée de Poutine et Erdoğan devrait également être considérée dans le cadre de compétitions mondiales et régionales.

Il est clair que la priorité de la stratégie américaine se situe dans la région "indo-pacifique", qui fait face à son principal concurrent, la Chine. Bien que la guerre inter-impérialiste en Ukraine ait poussé les Etats-Unis à mettre l'Europe entièrement sous leur joug et à créer un front uni contre la Russie, la guerre principale se déroulera à long terme dans la région "indo-pacifique".

2- En ce qui concerne la situation de la République islamique d'Iran, je dirai qu'elle est chaque jour plus isolée dans la région. Non seulement par l'alliance d'Israël avec les pays de la région, mais aussi par les mouvements de protestation en Irak et au Liban contre la présence de forces liées à la République islamique d'Iran dans ces deux pays.

Au sein de l'Iran, le régime est toutefois confronté à plusieurs défis qui agissent simultanément :

1- La crise structurelle de l'économie iranienne s'est approfondie au cours des quatre dernières décennies, notamment avec le retrait des Etats-Unis de l'"accord nucléaire" en 2018 et les sanctions approuvées. Avant les sanctions, l'Iran exportait près de deux millions six cent mille barils de pétrole par jour. Aujourd'hui, ce chiffre a été réduit à 400-600.000 barils, qui sont généralement vendus moins cher sur le marché noir que sur le marché international. Ces revenus sont principalement dépensés pour l'appareil gouvernemental, les coûts élevés des institutions qui encouragent la superstition, l'augmentation du budget de Passdaran et les dépenses liées aux ambitions du régime dans la région.

- Il y avait cette année deux points fondamentaux dans le budget du gouvernement présidentiel. Suppression de la monnaie privilégiée (4000 tomans pour un dollar), alors que le dollar est six à sept fois plus acheté et vendu dans les banques, qui était réservé à l'importation de biens de base comme les médicaments, les fournitures médicales et six autres articles, à savoir le blé, le froment, l'orge, le maïs, l'huile comestible et les graines oléagineuses. Cette réduction a immédiatement déclenché une énorme vague d'inflation. L'inflation actuelle se situe entre 55 et 130 pour cent.

Tous ces facteurs créent les conditions d'une protestation massive. L'année dernière, de mars 2021 à mars 2022, nous avons eu plus de 4.000 conflits du travail, des travailleurs industriels dans les secteurs du pétrole, du gaz, de la pétrochimie, de l'acier et de la canne à sucre à Haft Tepe aux protestations nationales des enseignants, des retraités aux chauffeurs de camion, des infirmières aux employés du gouvernement, des femmes aux étudiants.

Ce nombre de conflits sociaux, en une année, est sans précédent. Depuis un an, avant l'arrivée au pouvoir de Khomeiny, nous n'avions eu que 300 conflits du travail, et maintenant nous en avons plus de 4000.

Dans certains cas, comme les grèves des travailleurs du pétrole, du gaz et de la pétrochimie, ces grèves ont eu lieu simultanément dans plus de 115 localités ou 6.000 travailleurs de Haft Tepe ont fait grève pendant plus de 90 jours lors de leur dernière lutte.

À ces protestations, nous devons également ajouter les débrayages urbains de l'année dernière, qui ont protesté contre le manque d'eau, la hausse des prix et la pauvreté dans plus de 36 villes.

Pour faire face à cette situation, le régime a eu recours à son seul élément, la répression.

Depuis le 1er mai de cette année, une vaste vague d'arrestations de militants ouvriers, d'enseignants, de retraités, d'écrivains, d'artistes, d'étudiants, de femmes et de militants écologistes a commencé. Entre-temps, des centaines d'entre eux croupissent en prison.

Malgré une répression et des arrestations violentes, la peur et l'effroi ont largement perdu de leur efficacité. Dans toutes ces protestations, grèves et émeutes urbaines, les revendications ne sont pas seulement syndicales, elles sont dirigées contre la privatisation des usines, contre les entreprises industrielles, contre la privatisation de l'éducation et de la formation. Les émeutes urbaines, en particulier, se terminent toujours par les slogans "Mort au raïssi", "Mort au khamenei", "A bas le dictateur". Le dernier point est que la société évolue à grande vitesse vers des conditions révolutionnaires. Mais il y a encore deux lacunes fondamentales :

Il n'y a pas de direction claire sur les objectifs, pas de parti communiste ancré parmi les larges masses qui puisse rassembler et diriger ces luttes.

En tant que parti communiste iranien, nous mettons toutes nos forces en œuvre pour surmonter ces deux lacunes fondamentales. Aussi bien seul qu'en coopération avec d'autres partis et organisations de gauche et communistes, et en alliance avec des personnes démocratiques et progressistes.

Merci de votre attention.

Hambourg, le 24.07.2022